Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: 4

Artikel: Une panne conceptuelle qui obère notre sécurité
Autor: Monnerat, Ludovic
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514441

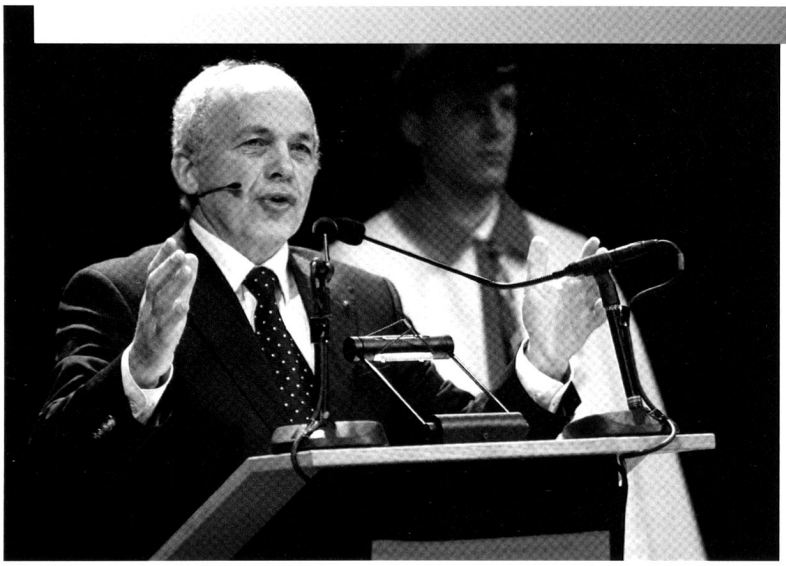
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



D'après Ueli Maurer, le projet de RAPOLSEC représente un compromis helvétique typique.

Politique de sécurité

Une panne conceptuelle qui obère notre sécurité

Lt col EMG Ludovic Monnerat

Rédacteur en Second, RMS+

La publication en avril dernier du projet de Rapport sur la politique de sécurité du Conseil fédéral a été l'occasion de résumer toutes les oppositions et toutes les polémiques dans le domaine militaire : anciens contre modernes, armée de milice contre soldats de métier, coopération sécuritaire nationale contre engagements à l'étranger, risques immédiats contre menaces potentielles – toutes les tendances s'expriment, s'affrontent et trouvent néanmoins leur place dans un grand exemple de compromis helvétique. Sans pour autant parvenir au consensus.

Avec un brin de recul, force est de constater que le débat, ou même la remise en question, sont devenus presque consubstantiels de l'armée : les discussions à propos de son budget, de ses acquisitions, de ses effectifs, de sa structure, de son emploi, de son alimentation ou encore de son mode de service sont en effet des rituels de la vie politique et médiatique suisse. Peu importe que la population ait été régulièrement amenée à se prononcer, que ce soit sur l'existence de l'armée, sur son fonctionnement ou sur sa conception, et qu'elle l'ait fait de manière limpide.

Au-delà des effets de manche et des polémiques épisodiques, ces discussions restent en effet le plus souvent superficielles et ne s'attachent qu'à certains aspects saillants de la chose militaire. On parle de ce qui frappe les esprits, de ce qui peut tenter les médias, et donc asseoir sa propre stature à leurs yeux. Or toute armée est par définition un outil stratégique, dont l'horizon de développement dépasse le quart de siècle, et s'appesantir sur le nombre d'avions de combat ou de bataillons de chars jugés nécessaires fait aussitôt perdre la hauteur de vue qui doit être adoptée.

Changement de perspective

Durant l'essentiel de l'ère contemporaine, l'armée suisse avait une mission-clef à la fois simple, claire et comprise de la majorité : défendre la neutralité et l'indépendance du pays, avant tout par la préservation de son intégrité territoriale et par le développement d'une capacité de défense dissuasive. Le caractère évident et tangible des adversaires contribuait fortement à cette compréhension majoritaire ; seuls des idéologues forcenés ou des pacifistes flamboyants – deux expressions parfois synonymes – ont pu croire que la Suisse ne faisait l'objet d'aucune menace militaire conventionnelle au cours du XXe siècle, et donc que l'armée n'avait pas un rôle central au service du pays et de sa population. Les historiens ont depuis confirmé leurs errements.

Mais le monde qui nous entoure n'a plus la simplicité et la clarté d'antan, du moins dans une perspective militaire. L'armée suisse de la guerre froide, celle dont rêvent les nostalgiques, était une armée nationale de nature autarcique, arc-boutée en profondeur sur un terrain tourmenté et visant à rendre la conquête d'icelui trop coûteuse pour tout agresseur rationnel. C'est la disparition progressive de l'État-nation helvétique en tant qu'entité clairement délimitée, reposant sur une unité à la fois géographique, populaire et décisionnelle, qui impose un changement radical de perspective. La Suisse du XXIe siècle a de moins en moins à voir avec les 41'285 km² de son territoire dit national. Se concentrer sur celui-ci est aussi logique qu'évaluer une partie d'échecs à l'aune d'une fraction de l'échiquier.

Un Etat moderne comme le nôtre se transforme et voit son existence s'inscrire toujours plus dans des espaces inédits, éloignés des montagnes et des lacs qui pourtant l'incarnent. Pour en tracer les frontières et les reliefs véritables, il nous faut des cartes nouvelles, décrivant le terrain sémantique et l'espace cybernétique, les transversales financières et les nœuds énergétiques, les terrains-clefs identitaires, les vulnérabilités juridiques ou encore les points d'appui diplomatiques. Ce n'est guère un hasard si les exécutifs gouvernementaux - dont notre Conseil fédéral - donnent parfois l'air d'être perdus : l'absence de cartes adaptées les place exactement dans cette situation.

Tous les débats possibles et imaginables sur le rôle de l'armée resteront donc vains aussi longtemps que

La capacité de l'armée à combattre existera-t-elle encore si les engagements subsidiaires deviennent prioritaires ?

n'auront pas été cernés, représentés, priorisés et expliqués les intérêts de la Suisse, ses forces et ses faiblesses, ses réserves et ses servitudes, ses alliances – au sens non militaire du terme – et ses oppositions, ses latitudes et ses dépendances. Cela ne signifie pas, bien entendu, que l'armée soit la réponse à tous les défis, à tous les dangers ; cela signifie que la politique de sécurité – dont l'institution militaire est par définition le bras armé – doit non seulement embrasser toutes les dimensions dont dépend l'avenir de notre pays et de sa population, mais également situer la voie à emprunter et les conditions pour ce faire. Sous peine de continuer d'avancer à l'aveuglette.

Cette carence conceptuelle est évidente lorsque l'on considère que les missions de l'armée, telles qu'elles sont aujourd'hui formulées (défense, appui aux autorités civiles et promotion de la paix, selon le projet de Rapport sur la politique de sécurité), sont comprises comme des types d'opération aboutissant à des réponses graduées en fonction de l'évolution des risques et des menaces armées, et non comme des fonctions stratégiques devant être exercées en permanence (par exemple : anticipation, prévention, dissuasion, protection et intervention – pour reprendre l'articulation développée par la France dans le dernier Livre blanc de la Défense) en vue d'assurer les ressources, les leviers et les opportunités nécessaires au pays tout entier. On tente de préserver le statu quo au lieu de définir un but à atteindre.

Vers des armes modernes

De facto, la conception de l'armée repose encore et toujours sur la volonté d'empêcher la conquête du territoire suisse, à une époque où il est bien plus facile de conquérir les marchés et les esprits pour parvenir à des avantages stratégiques substantiels. L'absence de toute menace conventionnelle à nos frontières géographiques est ainsi interprétée comme une période de paix durable, justifiant des coupes incessantes dans le budget du Département de la Défense, alors même que les espaces par définition concurrentiels et conflictuels – comme le cyberespace, ou encore l'infosphère – font bel et bien partie de notre quotidien. Faute de voir et de comprendre les affrontements de notre temps, nous désarmons chaque année davantage, alors qu'il importerait avant tout de développer les armes adaptées à nos intérêts.

Comment faut-il s'imaginer de telles armes ? Prenons deux exemples concrets. Premièrement, voici presque deux ans que la Confédération traverse une crise grave avec le régime libyen, et que ce dernier exerce un chantage permanent avant tout par l'assignation à résidence, puis par l'incarcération pure et simple, de ressortissants suisses. Que de vulnérabilités et d'abaissements successifs la Suisse n'aurait-elle pas évités si elle était parvenue, comme l'indiquait le futur conseiller fédéral Didier Burkhalter dans les médias au printemps 2009, à extraire discrètement et sans coup férir ses deux concitoyens ! La capacité de sauver et de rapatrier des citoyens menacés fait partie des outils développés par les États modernes pour le maintien de leur liberté d'action et de leur crédibilité.

Deuxième exemple : la Suisse subit depuis plusieurs mois des attaques répétées contre un pan du secret bancaire et sa place financière doit reconnaître des pratiques parfois douteuses, dans le sens de l'encouragement à l'évasion fiscale ; ces attaques sont notamment alimentées par le piratage de données informatiques. Or, l'on se rend compte en parallèle que les données de la Confédération – comme celles du DFAE – ne sont pas à l'abri d'intrusions visant à les copier, pour un usage laissé à l'imagination de chacun, et qu'ainsi le cyberespace est un lieu dans lequel la notion de paix n'a pas cours. Pourtant, la Suisse peine à développer ses lignes de défense face aux attaques informatiques, et ne développe toujours pas de capacité contre-offensive en la matière, quand bien même elle en aurait parfaitement les moyens, humains notamment.

Certes, il ne faut pas déduire de ces exemples que la capacité de combat traditionnelle est totalement périmée, et que l'on peut se débarrasser sans arrière-pensée des chars et des obusiers blindés qui ont été introduits en Suisse depuis 50 ans : l'histoire montre que les nouvelles formes d'affrontement se superposent aux anciennes sans nécessairement les remplacer, et le maintien en Europe occidentale de moyens militaires conventionnels indique automatiquement la possibilité matérielle de leur emploi. Dans un continent marqué par le ralentissement économique, par l'insatisfaction populaire, par les déficits publics menant au bord du gouffre, il serait totalement irresponsable d'écarter négligemment le risque d'une pression recourant aussi à la coercition armée. Surtout si la Suisse continue d'afficher une prospérité contrastant toujours plus avec sa volonté de la protéger, voire de la défendre.

Auxiliaire de police

Les fonctions stratégiques permanentes de l'armée, et leur application différenciée au gré des espaces respectifs dans le but d'assurer l'avenir du pays, devraient donc former un volet essentiel de notre politique de sécurité et fonder les débats sur l'institution militaire. Une vision prospective serait bien entendu nécessaire à cette fin ; il est difficile de construire la Suisse de demain si l'on est incapable de l'imaginer. Dans les faits, c'est pourtant l'inverse qui se produit : les conceptions anciennes sur le rôle et les capacités de l'armée sont un préalable pour l'élaboration de la politique de sécurité, et les discussions sur l'armée portent précisément sur des éléments de forme, de taille, de poids avant même de clarifier son rôle

De l'*Alouette* III à l'EC-635, ou comment une armée moderne compense la baisse quantitative par la hausse qualitative.

renouvelé pour le pays. Les réductions budgétaires ne causent pas les problèmes de l'armée : elles les aggravent dans des proportions encore plus douloureuses.

Mais l'appauvrissement matériel de notre armée de milice n'est jamais que le pendant de sa calcification intellectuelle. Nous n'avons pas réussi à remplacer la dichotomie guerre / paix issue des conflits de haute intensité du siècle dernier ; du coup, faute de pouvoir mener une guerre totale telle que l'exigeait la défense territoriale du pays, on s'interdit – ou peu s'en faut – toute capacité offensive, toute prise d'initiative. La généralisation des engagements subsidiaires et la conviction – profondément erronée – que les engagements d'aujourd'hui définissent les capacités à privilégier pour demain mènent en effet rien moins qu'à une démilitarisation progressive de l'armée, à sa transformation rapide en auxiliaire de police susceptible de fournir rapidement les masses d'hommes et d'équipements nécessaires aux renforcements des dispositifs de sécurité établis en situation normale.

Parer la coopération avec les cantons de toutes les vertus cardinales ne change rien à la chose : nous sommes en train de perdre un outil stratégique dans lequel nous investissons pourtant des moyens conséquents, faute de créer le cadre et le contexte permettant de cerner son rôle véritable. Le passéisme et l'idéalisme sont certes un frein aux transformations nécessaires en vue de suivre celles de notre temps ; mais c'est surtout par l'absence de perspective à moyen et long terme, par l'incapacité à cerner les intérêts du pays et par les carences conceptuelles quant aux fonctions stratégiques de l'armée que pêchent certainement nos autorités politiques – et ceci depuis la fin de la guerre froide.

Il serait bon de s'en apercevoir enfin, avant que notre avenir suive notre armée dans le tombeau qui lui semble pour l'heure promis.

L.M.

Nouvelles brèves

Italie : 10% d'économies

Le Ministère de la Défense italien a annoncé le 27 mai un plan de réduction d'urgence de la dette. Le gouvernement Berlusconi craint en effet que l'Italie soit la prochaine cible des spéculateurs, après la Grèce. Il s'agit d'économiser 29,4 milliards d'euro en 2011 ; les mesures d'austérité toucheront les salaires de la fonction publique.

Dans le domaine de la Défense, 10% d'économie ont déjà été réalisé depuis 2009. Le budget d'exploitation et d'entretient pour 2011 devait déjà subir une baisse de 20% uniquement en 2011. Le budget de la défense pour 2010 se monte à 14.28 milliards d'euro, 0,4% de moins qu'en 2009.

Mais on sait que régulièrement, des crédits issus du Ministère de l'Industrie ont été utilisés pour financer les grands programmes d'armement : avions Eurofighter, frégates FREMM, véhicules blindés *Freccia*, etc. Ce sont ces fonds qui seront les premiers touchés, avec des conséquences sur le financement de ces trois programmes, ainsi que l'acquisition d'hélicoptères.

Le Ministère et le Gouvernement se battent pour maintenir les crédits d'opérations de l'armée, qui sont votés séparément par le Parlement et sont destinés à financer les engagements extérieurs. Afin de financer l'envoi de 1'000 soldats supplémentaires en Afghanistan, la présence italienne dans les Balkans devra être sensiblement réduite.

Source : www.defensenews.com (29.06.2010)